

Communiqué de presse

avril 2004

Révision de la loi sur les stupéfiants – C'est toujours NON!

En septembre 2003, le **Conseil national a pris une décision courageuse**: par 96 voix contre 89, il a refusé d'entrer en matière sur le projet de révision de la loi sur les stupéfiants présenté par le Conseil fédéral. C'était à l'évidence un signe positif d'opposition à la **banalisation de la consommation de cannabis** et à l'encouragement, par les autorités, de la culture et du commerce de ce stupéfiant.

Malheureusement, en mars 2004, le Conseil des Etats n'a pas osé s'associer aux bons arguments du Conseil national. Il a décidé – comme il y a deux ans déjà, mais avec beaucoup plus d'opposition – d'entrer en matière.

Maintenant, la balle est à nouveau dans le camp du Conseil national. Probablement qu'il aura cette année encore l'occasion de se prononcer sur cette mauvaise révision.

Il faut qu'il maintienne son opposition salutaire de l'automne dernier.

Voici quatre arguments importants contre la révision:

- Le projet tente de **réintroduire par la bande une grande partie des objectifs de l'initiative DroLeg** en faveur de la légalisation qui fut nettement refusée par les citoyens en 1998 (avec 74% des voix).
- **L'objectif d'abstinence** – c'est-à-dire d'une vie sans consommation de stupéfiants – **ne doit pas être abandonné**. C'est un **devoir humain** que de chercher à arracher à son milieu délétère un être qui a sombré dans la drogue. **C'est ainsi seulement qu'il pourra reprendre sa vie en mains.**
- Le projet de loi **banalise la consommation de drogues** et rend par-là même **plus difficiles aussi bien la prévention que l'aide** que peuvent apporter les parents, les enseignants, les éducateurs et les autorités. Les règles de vie en société valables pour tous, et que l'on fait respecter le cas échéant par des interdits, aident les jeunes à structurer leur personnalité. Lorsqu'elles n'ont plus cours, ce sont **les individus les plus faibles, les plus vulnérables qui en pâtissent.**
- Affirmer que, **par comparaison avec l'alcool et le tabac, le cannabis** est moins dangereux pour la santé des jeunes est contraire aux données scientifiques les plus sérieuses.

Il faut absolument insister sur le fait que l'intérêt général est plus important que les objectifs du lobby de la drogue et des parlementaires et responsables gouvernementaux qui sont sous sa coupe.

Au cours des prochains mois, l'association Jeunesse sans drogue, en collaboration avec d'autres organisations et de nombreux citoyens responsables, va tout mettre en œuvre pour défendre une politique restrictive en matière de drogues.